

## Les dessous du premier plan Valls



Si les mesures d'économies proposées par Manuel Valls depuis son arrivée à Matignon sont loin de faire l'unanimité, plusieurs éléments laissent à penser que nous n'en serions pas encore au plat de résistance en matière de corrections budgétaires.

Avec Jean-Paul Betbeze

On le sait : le plan Valls est fait pour déboucher sur un ticket Hollande-Valls aux futures présidentielles puis, on le sait moins, sur un Plan Valls 2. Il faut donc éviter les blocages, obtenir une « victoire rapide » puis gagner en vitesse et en efficacité, car ce n'est pas fini.

### Les dessous du Premier plan Valls :

**Premier dessous du Plan Valls** : éviter tout rejet catégoriel. Il n'y aura pas d'augmentation des frais de scolarité ni de mise en cause de l'Aide Personnalisée au Logement dont bénéficient tous les étudiants – deux mesures qui les auraient mis dans la rue. Il n'y aura pas de SMIC jeune, ce qui aurait révolté les lycées. Il n'y aura pas d'économie sur le transport des malades, ce qui aurait fait hurler les taxis. Il n'y aura pas de disparition des départements : on réduira les régions, plus lointaines.

**Deuxième dessous du Plan Valls** : éviter tout rejet social. Tout est fait pour ne pas braquer les salariés et les retraités les plus modestes et faire que l'ajustement soit étalé dans le temps, avec « des clauses de revoyure » pour les fonctionnaires. Il s'agit d'utiliser les ajustements à la grecque ou à l'espagnole, chômage de masse et baisse des revenus, comme repoussoirs. L'hypothèse est qu'ainsi le climat social s'apaise et que les partenaires sociaux acceptent une flexibilité croissante de l'emploi.

**Troisième dessous du Plan Valls** : obtenir une « victoire rapide » sur l'emploi peu qualifié pour sortir de la croissance zéro que nous vivons actuellement. Il s'agit de profiter, fin 2014 – début 2015, de la reprise économique en Europe et de la baisse du coût des bas salaires pour faire repartir l'emploi peu qualifié et absorber l'effet négatif des baisses de dépense publique. Au plan économique, le Plan Valls combine au début deux effets contradictoires. Le premier est récessif et étalé dans le temps avec des baisses de la dépense publique (50 milliards). Le second est expansif et rapide avec la baisse des cotisations sociales sur les bas salaires (10 milliards) qui permet de soutenir rapidement l'emploi et la consommation (l'équivalent de 500 euros pour les salariés au SMIC). Le calcul est fait pour avoir un regain de croissance en 2015.

**Quatrième dessous du Plan Valls** : espérer l'effet CICE en 2016. Il s'agit de poursuivre fin 2015 – 2016 les économies de dépenses publiques compensées cette fois par les premiers effets positifs des baisses d'impôts (C3S, IS notamment) et de charges sur l'emploi plus qualifié (CICE). Les entreprises exportatrices iraient mieux et embaucheraient.

La « victoire rapide » sur l'inversion de la courbe du chômage conditionne le succès de l'opération. Dans le privé en effet, même une entreprise qui voit que sa situation s'améliore n'est pas sûre d'embaucher si le climat social reste maussade. La vraie réussite du plan Valls, après la « victoire rapide » attendue sur l'emploi non qualifié, est son acceptation sociale qui conditionne le succès de la compensation entre économies et dépenses. Elle conditionne le succès de l'opération dans le secteur privé, puis dans le secteur public où les réformes seront alors mieux acceptées au fur et à mesure que la pression pour accroître l'emploi public va se réduire.

---

**Le Plan Valls est donc en fait le Plan Valls 1.** Il ne pourra pas tout faire, sauf franchir la première marche. C'est le début d'une série d'ajustements qui doivent conduire à l'excédent budgétaire et à l'excédent extérieur. Personne n'en parle, mais nous vivons depuis tant d'années en « double déficit » (public et externe) que nous avons oublié que c'est intenable. Nous n'osons pas aller plus avant et réformer l'Etat, la santé ou l'éducation tout en flexibilisant le marché du travail, or les deux sont liés.

Puristes s'abstenir. Il est trop facile de dire que « le compte n'y est pas » ou que « le rabot des dépenses » n'est pas un outil de réforme. Nous le savons, mais il faut bien commencer un jour. Et si c'était maintenant ?

*Cet [article](#) a initialement été publié sur le site [Betbèze Conseil](#)*